

TouTEs ensemble, faire dérailler le gouvernement !
(Communiqué du NPA 65)

Après avoir recouru aux ordonnances pour faire passer la loi travail, le gouvernement prétend utiliser la même méthode pour supprimer le statut des cheminotEs et franchir un grand pas vers la privatisation de la SNCF. Une méthode particulièrement antidémocratique, dans laquelle le vote dit « d’habilitation » a lieu avant l’écriture de la loi. Cela empêche les parlementaires de débattre... mais surtout cela cache aux salariéEs concernés l’ampleur des attaques. Édouard Philippe peut donc raconter ce qu’il veut, prétendre qu’ils ne fermeront pas les petites lignes ou qu’ils ne visent pas la privatisation de la SNCF : la vérité ne sera connue que plus tard. Un fait est toutefois indéniable : il s’agit de casser le service public ferroviaire.

Le tout dans un contexte où CAP 22 prépare la remise en cause de la fonction publique dans sa globalité, avec des plans de départs volontaires pour contribuer à supprimer 120 000 postes, des privatisations et la remise en cause du statut de fonctionnaire. Un contexte également marqué par la mise en place de la sélection aux portes des universités et la réforme du bac, véritables machines à précariser.

Gérald Darmanin espère que les « syndicats y compris la CGT [seront] responsables », malgré les appels à la grève reconductible annoncés par la CGT et la CFDT, malgré la mobilisation prévue le 22 mars et les mobilisations de la jeunesse. Comme les gouvernements précédents, l’exécutif mise sur une stratégie double : d’un côté, intégrer certains syndicats en proposant des temps de négociation entre mars et avril, en lâchant du lest sur des questions secondaires ; de l’autre, passer en force. Le matraquage idéologique dénonçant les « privilégiés » a été enclenché pour accompagner cette stratégie.

Notre politique s’oppose point par point à celle du gouvernement : les privilégiés, ce ne sont pas les fonctionnaires, qui ne jouissent que de protections, de plus en plus réduites, pour effectuer leur travail. Protections qui, comme celles des salariéEs des grandes entreprises, tirent touTEs les autres vers le haut. Les privilégiés, ce sont les actionnaires, les grands patrons, les hauts fonctionnaires, les députés, les ministres... Face à eux, nous avons besoin d’une mobilisation alliant le public et le privé, une grève de masse, unitaire et solide. Pour que les mois d’avril et de mai voient une défaite du gouvernement, le mois de mars doit être utilisé à plein pour discuter, s’organiser, se mobiliser, afin que le 22 mars représente un saut dans une confrontation que nous pouvons gagner.

Le NPA65, TARBES, le 28 février 2018.